

F. 98 — 1520

[C - 29115]

2 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant fixation des conditions de collation du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957 et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 49, 57 et 66;

Vu la directive 77/452/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de la libre prestation des services, modifiée par les directives 81/1057/CEE du 14 décembre 1981, 89/595/CEE du 10 octobre 1989, 89/594/CEE du 30 octobre 1989 et 90/658/CEE du 4 décembre 1990;

Vu la directive 77/453/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux, modifiée par la directive 89/595/CEE du 10 octobre 1989;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié, notamment les articles 57, 75 et 137;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière, modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1960, 27 octobre 1961, 24 décembre 1966 et 16 mai 1980, par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 13 mai 1991 et 23 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de régime 1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 approuvant les dossiers de références de la section « Infirmier gradué » classée au niveau de l'enseignement supérieur paramédical de type court de l'enseignement de promotion sociale de régime 1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 août 1997 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales**Section 1re. — Définitions**

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Établissement d'enseignement de promotion sociale : établissement visé à l'article 1^{er}, § 2, du décret 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2^o Unité de formation : unité de formation telle que visée à l'article 13 du décret du 16 avril 1991 précité;

3^o Épreuve intégrée : unité de formation visée aux articles 17, 18, 19 et 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;

4^o Section : section visée aux articles 10, 11 et 12 du décret du 16 avril 1991 précité;

5^o Stage : les cours d'application, également appelés « enseignement clinique » dans la directive du Conseil de la CEE du 27 juin 1977 (77/453/CEE) précitée, pendant lesquels l'étudiant apprend dans des institutions et services tant hospitaliers qu'extra-hospitaliers, sous la direction d'enseignants(antes) infirmiers(ères)/accoucheuses et sous la responsabilité d'un établissement d'enseignement de promotion sociale, à dispenser et à évaluer les soins infirmiers requis;

6^o Étudiant : étudiant(e) inscrit(e) dans une des unités de formation constitutives de la section « Infirmier gradué » de l'enseignement supérieur paramédical de promotion sociale de type court de régime 1;

7^o Jury : le jury institué par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(ère) gradué(e), d'infirmier(ère) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie;

8^o Période : activité pédagogique d'une durée de cinquante minutes.

Section 2. — Conditions de délivrance des diplômes

Art. 2. L'enseignement de promotion sociale organise la section « Infirmier gradué » menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e). Cette section est organisée sur cinq années d'études au moins.

Art. 3. Pour être admis à présenter l'épreuve intégrée de la section « Infirmier gradué », l'étudiant doit produire un carnet de stages constatant qu'il a effectué avec fruit un minimum de mille huit cents périodes de stages.

Art. 4. Les diplômes visés à l'article 2, dont les modèles sont fixés par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, sont délivrés par les établissements d'enseignement de promotion sociale, après avoir été visés par les Ministres ayant l'enseignement de promotion sociale et la santé dans leurs attributions ou par leurs délégués, puis immatriculés dans le respect des règles fixées par le Ministre fédéral qui a la santé dans ses attributions.

Art. 5. Lorsque la direction de l'établissement d'enseignement de promotion sociale qui organise la section délivrant le diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) n'est pas assurée par un médecin, un conseiller scientifique porteur de ce titre y est associé.

Lorsque la section susvisée fait l'objet d'une convention entre plusieurs établissements d'enseignement de promotion sociale, la coordination est assurée par le directeur de l'établissement qui organise l'épreuve intégrée, et le rôle de conseiller scientifique visé à l'alinéa 1^{er} est assuré par une seule personne.

Le directeur ou le conseiller scientifique visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont les interlocuteurs de l'Administration de la Santé du Ministère de la Communauté française.

Art. 6. L'inspection pédagogique des cours est assurée, chacun pour ce qui les concerne, par les services d'inspection des Ministres ayant l'enseignement de promotion sociale et la santé dans leurs attributions.

Section 3. — Admission aux études

Art. 7. Nul ne peut être admis aux études d'infirmier(ère) gradué(e) s'il n'est porteur d'un des titres requis pour être admis à l'enseignement supérieur de type court de plein exercice ou s'il n'est titulaire du certificat de réussite à l'examen d'admission à l'enseignement supérieur paramédical visé au chapitre II de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière et de l'exercice de la profession.

Art. 8. Lors de l'inscription à l'unité de formation « Infirmier gradué : Sciences infirmières : principes généraux », les étudiants fournissent les documents suivants :

1° un certificat d'aptitude physique tel que visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 3 novembre 1987 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;

2° un certificat de bonnes vie et mœurs délivré moins de trois mois avant l'inscription.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour l'étudiant qui bénéficie de dispenses, cette obligation lui incombe au moment de son inscription à la première unité de formation qu'il est tenu de suivre.

Art. 9. Moyennant épreuves de régularisation déterminées par l'établissement de plein exercice concerné ou le jury, les étudiants en possession des attestations de réussite des unités de formation « Infirmier gradué : Sciences infirmières : principes généraux », « Infirmier gradué : Sciences infirmières : principes et exercices didactiques I, II, III et IV », « Infirmier gradué : Sciences biomédicales I, II, III et IV », « Infirmier gradué : Sciences humaines et sociales I, II, III et IV », « Stage : Infirmier gradué : stage d'observation », « Stage : Infirmier gradué : stage d'initiation » et « Stage : Infirmier gradué : stage d'acquisition I et II » de la section « Infirmier gradué », telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 approuvant le dossier de référence de la section « Infirmier gradué » classée au niveau de l'enseignement supérieur paramédical de type court de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, peuvent accéder à la troisième année des études d'accoucheuse.

Section 4. — Réglementation des stages et contrôle sanitaire des étudiants

Art. 10. § 1^{er}. Les règles suivantes sont d'application aux stages :

1° au cours des unités de formation « Infirmier gradué : Stage d'observation », « Infirmier gradué : Stage d'initiation », « Infirmier gradué : Stage d'acquisition I », « Infirmier gradué : Stage d'acquisition II », telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 précité, l'heure de début et celle de la fin du stage diurne ne peuvent être séparées que par un maximum de dix heures;

2° au cours des unités de formation « Infirmier gradué : Stage de renforcement I » et « Infirmier gradué : Stage de renforcement II », telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 précité, 50 % au minimum des stages seront organisés selon l'horaire en vigueur dans les services et unités au sein desquels le stage est effectué;

3° au cours de l'ensemble des unités de formation « Stage : Infirmier gradué : stage d'acquisition I et II » et « Stage : Infirmier gradué : stage de renforcement I et II », telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 précité, à dix-huit reprises maximum, des stages peuvent être organisés les samedis et les dimanches, à condition qu'ils s'intègrent dans une période continue de stages d'au moins quatre jours, et pour autant que la surveillance éducative prévue à l'article 3, 2° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale soit assurée;

4° les stages peuvent être organisés durant les vacances d'hiver, de printemps et d'été, à condition que la surveillance éducative prévue à l'article 3, 2° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale soit assurée.

Ces stages sont répartis sur une durée qui ne peut excéder soixante jours sur l'ensemble des périodes de vacances citées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Les règles suivantes sont d'application au stage accompli la nuit :

1° au cours des unités de formation « Infirmier gradué : Stage d'observation », « Infirmier gradué : Stage d'initiation », « Infirmier gradué : Stage d'acquisition I », « Infirmier gradué : Stage d'acquisition II », telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 précité, aucun stage ne peut être organisé de nuit, de 20 heures à 6 heures;

2° au cours de unités de formation « Stage : Infirmier gradué : Stage de renforcement I et II », telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 précité, au minimum quatre et au maximum huit services de nuit doivent être organisés;

3° chaque prestation nocturne doit avoir une durée minimale de huit heures;

4° l'exigence de la surveillance éducative prévue à l'article 3, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale n'est pas d'application pour le stage organisé la nuit;

5° au cours du stage nocturne, l'étudiant doit être placé sous la surveillance d'un(e) infirmier(ère) ou d'une accoucheuse présent(e) dans le service ou l'unité concerné;

6° le stage de jour comme de nuit ne peut, en aucune cas, placer l'étudiant dans l'impossibilité physique et de temps d'assister aux cours théoriques ni enfreindre la réglementation sur la durée du travail en vigueur dans le secteur concerné.

Art. 11. Les étudiants sont soumis chaque année au même contrôle médical que celui prévu pour les infirmiers(ères). Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions et le Ministre ayant la santé dans ses attributions sont chargés de déterminer les modalités de ce contrôle.

CHAPITRE II. — *Du programme*

Art. 12. Le programme des études d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale est conforme au dossier de référence de la section visée à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 approuvant le dossier de référence de la section « Infirmier gradué » classée au niveau de l'enseignement supérieur paramédical de type court de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

Art. 13. Le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique sont déterminés par le Ministre qui a la santé dans ses attributions.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Art. 15. Le Ministre ayant la santé dans ses attributions et le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 septembre 1997.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 1520

[C - 98/29115]

2 SEPTEMBER 1997 — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van gegradueerd verpleger (verpleegster) in het onderwijs voor sociale bevordering wordt toegekend

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het verdrag tot instelling van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en bekrachtigd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 49, 57 en 66;

Gelet op de richtlijn 77/452/EEG van 27 juni 1977 van de Raad van de Europese Gemeenschappen tot wederzijdse erkenning van de diploma's, bekwaamheidsbewijzen en andere titels van verpleger verantwoordelijk voor de algemene verzorging en tot vergemakkelijking van de werkelijke uitoefening van het vestigingsrecht en van de vrije verstrekking van diensten, gewijzigd bij de richtlijnen 81/1057/EEG van 14 december 1981, 89/595/EEG van 10 oktober 1989, 89/594/EEG van 30 oktober 1989 en 90/658/EEG van 4 december 1990;

Gelet op de richtlijn 77/453/EEG van 27 juni 1977 van de Raad van de Europese Gemeenschappen tot coördinatie van de wets-, reglements- en administratieve bepalingen betreffende de werkzaamheden van de verpleger, verantwoordelijk voor de algemene verzorging, gewijzigd bij de richtlijn 89/595/EEG van 10 oktober 1989;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 57, 75 en 137;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1960, 27 oktober 1961, 24 december 1966 en 16 mei 1980, bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 en 23 april 1993 en bij het besluit van 21 april 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van 20 juli 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Gelet op het besluit van 23 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de verwijzingsdossiers van de afdeling « Gegradueerd verpleger », ingedeeld in het niveau van het paramedisch hoger onderwijs van het korte type van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Gelet op het besluit van 2 september 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs voor het behalen van het brevet van gegradueerd verpleger (verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 5 augustus 1997, in toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie en van de Minister belast met de Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° Onderwijsinrichting voor sociale promotie : inrichting bedoeld bij artikel 1, § 2, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° Opleidingseenheid : een opleidingseenheid zoals bedoeld bij artikel 13 van bovenvermeld decreet van 16 april 1991;

3° Geïntegreerde proef : opleidingseenheid bedoeld bij de artikelen 17, 18, 19 en 20 van het besluit van 20 juli 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van het stelsel 1;

4° Afdeling : afdeling bedoeld bij de artikelen 10, 11 en 12 van het bovenvermeld decreet van 16 april 1991;

5° Stage : de applicatiecursussen, ook « klinisch onderwijs » genoemd in de voormelde richtlijn van 27 juni 1977 van de Raad van de EEG (77/453/EEG), tijdens welke de student onder de leiding van leerkrachten verplegers (verpleegsters)/vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van een onderwijsinrichting voor sociale promotie de vereiste verpleegkundige verzorging leert verstrekken en evalueren zowel in de ziekenhuisinstellingen en -diensten als in extra-murale instellingen en diensten;

6° Student : student(e) ingeschreven in een van de opleidingseenheden waaruit de afdeling « Gegradueerd verpleger » van het paramedisch hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type in stelsel 1 bestaat;

7° Examencommissie : de examencommissie ingesteld bij het koninklijk besluit van 13 mei 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap waarbij een examencommissie van de Franse Gemeenschap wordt ingesteld, belast met de toekenning van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger (verpleegster), gespecialiseerd gegradueerd verpleger (verpleegster), gegradueerde in kinesitherapie, gegradueerde in ergotherapie en gegradueerde in logopedie;

8° Periode : pedagogische activiteit van vijftig minuten.

Afdeling 2. — Voorwaarden voor het uitreiken van de diploma's.

Art. 2. Het onderwijs voor sociale promotie richt de afdeling « Gegradueerd verpleger » in die leidt tot het behalen van het diploma van gegradueerd verpleger (verpleegster). Deze afdeling spreidt zich over ten minste vijf jaar studies uit.

Art. 3. Om aan de geïntegreerde proef van de afdeling « Gegradueerd verpleger » te mogen deelnemen, moet de student een stageboekje voorleggen waarbij wordt vastgesteld dat hij met goed gevolg een minimum van duizend achthonderd stageperiodes heeft verricht.

Art. 4. De in artikel 2 bedoelde diploma's waarvan de modellen worden bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, worden door de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie uitgereikt na het visum te hebben gekregen van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie en gezondheid behoren of van hun gemachtigden, waarna zij geïmmatriculeerd worden in naleving van de regels bepaald door de federale Minister tot wiens bevoegdheid gezondheid behoort.

Art. 5. Wanneer een onderwijsinrichting voor sociale promotie die de afdeling organiseert die het diploma van gegradueerd verpleger (verpleegster) uitreikt, niet onder de leiding van een geneesheer staat, wordt er een wetenschappelijk adviseur, houder van deze titel, bij betrokken.

Wanneer er een overeenkomst over bovenvermelde afdeling is afgesloten tussen verschillende onderwijsinrichtingen voor sociale promotie, is het de directeur van de inrichting die de geïntegreerde proef inricht, die voor de coördinatie zorgt en de rol van wetenschappelijk adviseur bedoeld bij lid 1 wordt door een enkele persoon vervuld.

De bij de leden 1 en 2 bedoelde directeur of wetenschappelijk adviseur zijn de gesprekspartners van het Bestuur Gezondheid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 6. Voor de pedagogische inspectie van de leergangen zorgen de inspectiediensten van de Ministers tot wier bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie en gezondheid behoren, ieder wat hem betreft.

Afdeling 3. — Toelating tot de studies

Art. 7. Niemand mag tot de studies van gegradueerd verpleger (verpleegster) toegelaten worden indien hij niet in het bezit is van een van de titels vereist om toegelaten te worden tot het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of indien hij niet in het bezit is van een getuigschrift van wetslagen voor het toelatingsexamen tot het paramedisch hoger onderwijs bedoeld bij hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder de diploma's van vroedvrouw, verpleger of verpleegster worden toegekend en voor de uitoefening van het beroep.

Art. 8. Bij de inschrijving in de opleidingseenheid « Gegradueerd verpleger : Ziekenhuiswetenschappen : algemene principes », bezorgen de studenten volgende bescheiden :

1° een getuigschrift van lichamelijke geschiktheid zoals bedoeld bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 3 november 1987 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan;

2° een bewijs van goed zedelijk gedrag dat minder dan drie maanden vóór de inschrijving werd uitgereikt.

In afwijking van vorig lid, is de student die vrijstellingen geniet aan deze verplichting onderworpen op het ogenblik van zijn inschrijving in de eerste eenheid voor opleiding welke hij moet volgen.

Art. 9. Mits regularisatieproeven die door de betrokken inrichting met volledig leerplan of door de examencommissie worden vastgesteld, is het de studenten die houder zijn van de getuigschriften van wetslagen uitgereikt door de opleidingseenheden « Gegradueerd verpleger : Ziekenhuiswetenschappen : algemene principes », « Gegradueerd verpleger : Ziekenhuiswetenschappen : principes en didactische oefeningen I, II III en IV », « Gegradueerd verpleger : Biomedische wetenschappen I, II, III en IV », « Gegradueerd verpleger : mens- en sociale wetenschappen I, II, III en

IV », « Stage : Gegradueerd verpleger : Observatiestage », « Stage : Gegradueerd verpleger : Initiatiestage » en « Stage : Gegradueerd verpleger : Stage voor het aanleren I en II » van de afdeling « Gegradueerd verpleger », zoals bedoeld in het verwijzingsdossier bedoeld bij artikel 1 van het besluit van 23 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het verwijzingsdossier van de afdeling « Gegradueerd verpleger » ingedeeld in het niveau van het paramedisch hoger onderwijs van het korte type van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, toegelaten over te gaan naar het derde jaar van de studies vroedvrouw.

Afdeling 4. — Reglementering van de stages en gezondheidstoezicht op de studenten

Art. 10. § 1. De volgende regels zijn van toepassing op de stages :

1° tijdens de opleidingseenheden « Stage : Gegradueerd verpleger : Observatiestage », « Gegradueerd verpleger : Initiatiestage », « Gegradueerd verpleger : Stage voor het aanleren I », « Gegradueerd verpleger : Stage voor het aanleren II » zoals bedoeld in het verwijzingsdossier bedoeld bij artikel 1 van het bovenvermeld besluit van 23 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap, mag er tussen het beginuur en het einduur van de overdagstage enkel een tijdspanne van ten hoogste tien uur verlopen zijn;

2° tijdens de opleidingseenheden « Gegradueerd verpleger : Stage ter versterking I » en « Gegradueerd verpleger : Stage ter versterking II » zoals bedoeld in het verwijzingsdossier bedoeld bij artikel 1 van het bovenvermeld besluit van 23 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden ten minste 50 % van de stages ingericht volgens de van kracht zijnde uurregeling voor de diensten en eenheden waarin de stage wordt volbracht;

3° tijdens al de opleidingseenheden samen « Stage : Gegradueerd ziekenverpleger : Stage voor het aanleren I en II » en « Stage : Gegradueerd verpleger : Stage ter versterking I en II » zoals bedoeld in het verwijzingsdossier bedoeld bij artikel 1 van het bovenvermeld besluit van 23 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap, mogen de stages maximum achttien keer op zaterdagen en zondagen ingericht worden, op voorwaarde dat zij geïntegreerd worden in een doorlopende stageperiode van ten minste vier dagen en voor zover het educatief toezicht bepaald bij artikel 3, 2° van het besluit van 2 september 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs voor het behalen van het diploma van gegradueerd verpleger (verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie, wordt verzorgd;

4° de stages kunnen ingericht worden tijdens het winter-, lente- en zomerverlof op voorwaarde dat het opleidingstoezicht bedoeld bij artikel 3, 2° van het besluit van 2 september 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs voor het behalen van het diploma van gegradueerd verpleger (verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie, wordt verzorgd.

Deze stages worden gespreid over een periode die niet langer mag duren dan zestig dagen voor al de in lid 1 vermelde verlofperiodes.

§ 2. De volgende regels zijn van toepassing op de 's nachts uitgevoerde stage :

1° tijdens de opleidingseenheden « Gegradueerd ziekenverpleger : Observatiestage », « Gegradueerd verpleger : Initiatiestage », « Gegradueerd verpleger : Stage voor het aanleren I », « Gegradueerd verpleger : Stage voor het aanleren II » zoals bepaald in het verwijzingsdossier bedoeld bij artikel 1 van het bovenvermeld besluit van 23 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap, mag geen enkele stage 's nachts worden ingericht, van 20 uur tot 6 uur;

2° tijdens de opleidingseenheden « Stage : Gegradueerd verpleger : Stage ter versterking I en II » zoals bepaald in het verwijzingsdossier bedoeld bij artikel 1 van het bovenvermeld besluit van 23 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap, moeten er ten minste vier en ten hoogste acht nachtdiensten worden ingericht;

3° elke nachtprestatie moet ten minste acht uur duren;

4° de eis inzake educatief toezicht bedoeld bij artikel 3, 2 van het besluit van 2 september 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs voor het behalen van het diploma van gegradueerd verpleger (verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie is niet van toepassing op de 's nachts ingerichte stage;

5° tijdens de nachtstage, moet de student onder het effectief toezicht staan van een verpleger (verpleegster) of van een vroedvrouw die in de betrokken dienst aanwezig is;

6° de stage, zowel overdag als 's nachts, mag in geen geval de student beletten de theorielessen te volgen, noch in overtreding zijn met de de arbeidsduurregeling die van kracht is in betrokken sector.

Art. 11. De studenten worden elk jaar onderworpen aan hetzelfde geneeskundig toezicht als dat bepaald voor de verplegers (verpleegsters). De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid gezondheid behoort, worden belast de voorwaarden voor dit toezicht te bepalen.

HOOFDSTUK II. — Programma

Art. 12. Het programma van de studies gegradueerd verpleger (verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie is conform met het verwijzingsdossier van de afdeling bedoeld bij artikel 1 van het besluit van 23 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de verwijzingsdossiers van de afdeling « Gegradueerd verpleger », ingedeeld in het niveau van het paramedisch hoger onderwijs van het korte type van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

Art. 13. Het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs worden bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid gezondheid behoort.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheid gezondheid behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 september 1997.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX.

De Minister belast met de Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE